

De nouvelles voies pour la paix et la résilience climatique au Sahel : un dialogue avec les praticiens et les décideurs en période de bouleversements politiques

28 novembre 2023, Hôtel Martin's EU, Bruxelles

Introduction

L'Institut Européen de la Paix, TrustWorks Global et l'ECDPM ont organisé un événement de partage des connaissances sur l'aggravation des conflits, l'instabilité politique et l'évolution des dynamiques de gouvernance dans la région du Sahel, dans une optique de rétablissement de la paix par les approches environnementales. L'événement s'est axé sur les mesures environnementales qui pourraient soutenir les efforts de médiation et de résilience climatique, en particulier dans la zone transfrontalière de la région du Liptako Gourma entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger. Vu que les conflits dans cette région tournent principalement autour des rivalités sur l'utilisation et la gestion des ressources naturelles agro-pastorales, exacerbées par le changement climatique et exploitées par les groupes djihadistes, les approches environnementales de la paix offrent un point d'entrée pour aborder ces risques de manière intégrée et pacifique, renforcer la résilience aux conflits et aux chocs climatiques, et obtenir des dividendes de la paix.

L'objectif de l'événement était de créer un espace pour repenser les modes traditionnels de coopération face à la crise régionale dans le Liptako Gourma. Les acteurs internationaux se sont principalement focalisés sur la lutte contre le terrorisme, négligeant les questions cruciales de gouvernance, notamment la corruption généralisée dans les États du Sahel et la gouvernance des ressources naturelles telles que les terres et l'eau. L'événement a partagé les expériences et les leçons tirées de deux projets, dont l'initiative "Environmental Peacemaking", mise en œuvre par l'Institut européen de la paix et TrustWorks Global avec le soutien du Grand-Duché de Luxembourg. Ce projet se concentre sur le renforcement des capacités et des relations entre les acteurs locaux, nationaux et régionaux impliqués dans l'établissement d'approches environnementales de la paix. Le second projet, CASCADES (Horizon Europe 2020) a contribué à une meilleure compréhension des risques climatiques et leurs effets de 'cascade' sur différents secteurs, tout en informant les acteurs européens sur les réponses à apporter en matière d'adaptation. Sur base de ces projets, l'événement visait à contribuer au développement de stratégies qui intègrent les considérations environnementales et de gouvernance dans les efforts de consolidation de la paix, de gestion des ressources naturelles et de résilience climatique au Sahel.

L'événement a rassemblé plus de 40 participants à distance et en personne, issues de diverses institutions et domaines (politique étrangère, coopération au développement, consolidation de la paix, protection de l'environnement et adaptation au changement climat).

Résumé des sessions

La journée était composée d'une session d'ouverture et de trois sessions de discussion ouvertes et franches, sous la règle de Chatham House. Les points clés des discussions sont résumés ci-dessous.

La **session d'ouverture** a posé les bases des discussions de la journée en soulignant l'importance de s'attaquer aux facteurs environnementaux de conflit dans la région du Liptako Gourma pour contribuer à la résolution de la crise sécuritaire. Et ce, par des pratiques de rétablissement de la paix adaptées et locales à l'instar des expériences concrètes des partenaires locaux du projet "Environmental peacemaking in Liptako Gourma" (approches environnementales de la paix dans le

Liptako Gourma). De même, la représentante de l'Union Européenne a reconnu l'importance de renforcer la coopération avec les communautés et les autorités locales, en particulier en période de coups d'État et d'incertitude. Elle a souligné la volonté des États membres européens de rester engagés au Sahel et d'intervenir avec des programmes de coopération et de développement qui abordent le changement climatique par une approche sensible aux conflits. Les remarques finales ont mis en évidence la nécessité de s'attaquer à la crise agropastorale, de renforcer les institutions de gouvernance et d'améliorer la planification stratégique en matière de développement, d'adaptation au changement climatique et de santé. Il a souligné l'incapacité de l'industrie du développement à comprendre les contextes locaux du Sahel et à obtenir des succès stratégiques en matière de réduction de la pauvreté, de services publics et de dépendance à l'aide. Il a conclu en appelant les partenaires du développement à mieux écouter les populations locales, à les soutenir et à adopter leurs bonnes pratiques.

Session 1 : Répondre aux risques climatiques au Sahel en période de crise de gouvernance : un défi pour la coopération internationale

Cette première session a permis de définir le contexte, les opportunités et les défis pour soutenir la résilience climatique et environnementale au Sahel à la lumière de l'évolution des dynamiques de gouvernance, de politique et de sécurité. Elle a permis aux praticiens sahéniens et européens d'examiner diverses approches du développement socio-économique, de la protection de l'environnement et de la consolidation de la paix, et d'identifier des pistes d'amélioration.

Les intervenants ont décrit la situation désastreuse du Liptako Gourma en matière de sécurité, d'écologie et de gouvernance, marquée par la marginalisation des populations pastorales, les conflits entre agriculteurs et éleveurs ainsi que l'expansion des groupes djihadistes et leur contrôle sur les communautés, les ressources naturelles et les flux financiers illicites liés à l'exploitation minière. Ils ont discuté de l'impact des coups d'État militaires sur la gouvernance locale, par exemple au Burkina Faso, où ces changements n'ont pas nécessairement entravé les projets environnementaux et de développement dans la pratique.

Pour l'avenir, les intervenants ont souligné l'importance de travailler avec les acteurs locaux (les communautés et leurs représentants, les autorités locales et les chefs traditionnels, y compris les femmes et les jeunes) et de soutenir des mesures intégrées pour de meilleures conditions de vie, la résilience climatique, la gestion des ressources naturelles et la consolidation de la paix, par exemple par le biais de cadres de gouvernance locale (par exemple, les commissions foncières). Cependant, les processus de décentralisation dans les pays du Sahel n'ont pas répondu aux attentes initiales. Les expériences prometteuses de développement endogène dans différents contextes locaux de la région pourraient être davantage soutenues par des approches plus avisées sur le plan politique de la part des partenaires internationaux. Au niveau des réponses nationales et internationales, les intervenants ont identifié plusieurs lacunes, notamment en ce qui concerne la couverture territoriale des interventions (par exemple, les zones transfrontalières ou touchées par un conflit), la gouvernance des ressources minières, l'accès au financement climatique et l'inclusion des personnes déplacées dans les plans nationaux d'adaptation au changement climatique. Les participants ont convenu que si l'UE veut réaliser ses ambitions et rester un partenaire clé au Sahel,

il est nécessaire de modifier les modes de coopération en s'éloignant des approches sécurisées et 'top-down' (du sommet vers la base) au profit d'un soutien intégré aux processus locaux. Ce soutien devrait permettre de faire le lien entre les discussions politiques au niveau de l'UE et les perspectives sahéniennes au niveau local.

Session 2 : S'attaquer aux causes profondes du conflit

La deuxième session a permis aux experts locaux du Mali, du Niger et du Burkina Faso de faire part de leur expérience sur les causes profondes du conflit, et les leçons tirées de l'approche environnementale de la paix et de la gestion des ressources naturelles dans la région du Liptako Gourma. Les experts comprenaient un chef religieux traditionnel, un spécialiste de la gestion durable des terres au niveau local et un expert régional qui ont présenté des perspectives sur la prévention et la résolution des conflits locaux. Parmi les diverses causes profondes de conflit, ils ont souligné la concurrence pour les ressources naturelles, les sécheresses historiques, la mauvaise gouvernance et l'exploitation par des groupes armés.

Deux approches importantes ont été mises en évidence. Tout d'abord, le rôle crucial des méthodes coutumières et religieuses dans la médiation des conflits est apparu comme une solution pour résoudre les conflits dans les zones rurales où la présence de l'État est limitée. Et ce, en particulier en ce qui concerne les terres en raison de leur marchandisation alors que la définition et la connaissance des régimes de droits de propriété restent faibles. La discussion a mis l'accent sur l'importance de l'inclusion dans le dialogue sur les conflits environnementaux, en soulignant la nécessité d'impliquer les femmes et les jeunes, qui sont souvent exclus en dépit de leurs perspectives uniques et de leurs rôles importants dans la gestion des ressources naturelles. Deuxièmement, le potentiel d'une gestion des terres favorable à la paix a été exploré, avec le cas des chartes foncières locales présentant les meilleures pratiques en matière de gouvernance locale et de résolution des conflits entre les agriculteurs locaux et les agriculteurs d'autres régions, ainsi qu'avec les éleveurs transhumants de passage. La discussion s'est terminée en suggérant que les approches environnementales pilotes de consolidation de la paix sont prometteuses, mais qu'il est nécessaire de poursuivre le financement et le soutien aux acteurs locaux et à la créativité dans le secteur de la coopération internationale.

La troisième et dernière session, "**Approches internationales au Sahel**", s'est appuyée sur les discussions précédentes sur les nouvelles approches pour soutenir la résilience face au changement climatique et aux conflits la façon dont les partenaires internationaux peuvent soutenir les communautés locales et les gouvernements au Sahel. Les intervenants ont souligné l'importance de comprendre les positions, les intérêts et les besoins des différentes parties prenantes au Sahel, notamment en ce qui concerne les valeurs politiques, la sécurité, les services de base et les possibilités de développement. Cela permettrait de soutenir les efforts visant à changer de paradigme en faveur d'approches moins militarisées de la sécurité, qui mettent l'accent sur le dialogue et la médiation et accordent la priorité à la résolution des problèmes socio-économiques et environnementaux.

Enseignements clés et recommandations pour les décideurs politiques

1. Promouvoir et investir dans les connaissances endogènes du Sahel, les intégrer dans les réponses programmatiques et les relier au dialogue politique et aux processus d'élaboration des politiques

Il existe d'amples connaissances et expériences endogènes, notamment au niveau local, permettant de relever les défis environnementaux, sécuritaires et de développement dans le contexte de crise de gouvernance au Sahel. Cependant, les réponses nationales et internationales **manquent souvent de reconnaître et d'intégrer les connaissances et les pratiques endogènes et d'investir dans celles-ci afin qu'elles soient renforcées et diffusées plus largement**. [D'après les recherches de l'ECDPM](#), les Sahéliens et même les Africains (les femmes encore plus) sont fortement sous-représentés dans les événements publics qui analysent la crise au Sahel et discutent des solutions ; tandis que seulement 3,8 % du financement mondial pour la recherche sur le changement climatique est consacré à des sujets africains, et ceux qui reçoivent ce financement sont largement basés en Europe et en Afrique du Nord ([USDA 2022](#)).

Cette situation ne permet pas de soutenir les processus menés localement (par exemple, en créant des processus parallèles dépendants de l'aide) et risque d'entraîner une duplication des efforts. Cela crée également un décalage entre les expériences et l'expertise locales, d'une part, et les discussions politiques au niveau des gouvernements nationaux et au niveau international (par exemple, les discussions politiques de l'UE à Bruxelles), d'autre part. Les participants ont mentionné des exemples de bonnes pratiques au niveau local, telles que les **Chartes foncières locales** au Burkina Faso et les **Commissions de conciliation foncière villageoises**, et ont souligné la nécessité **d'investir davantage dans la recherche locale et la planification stratégique, ainsi que de créer plus de mécanismes de dialogue** dans les deux sens entre les acteurs locaux sahéliens et les décideurs politiques.

2. Établir des partenariats avec les acteurs locaux et engager des processus menés localement pour soutenir des réponses intégrées aux défis socio-économiques, environnementaux et sécuritaires

Dans la région du Liptako Gourma, les communautés touchées par le conflit et contrôlées par des groupes djihadistes sont inaccessibles au gouvernement et aux acteurs internationaux. Les interventions soutenues par les acteurs internationaux **n'atteignent pas les communautés les plus gravement touchées** par le conflit et le changement climatique. Dans ce contexte, la marge de manœuvre pour soutenir les communautés touchées est limitée, et toute tentative dans ce sens devrait se faire avec les acteurs locaux (en particulier les chefs locaux, y compris les chefs coutumiers) et les processus de dialogue locaux.

Au-delà des zones contrôlées par les djihadistes, les interventions devraient suivre des objectifs intégrés de rétablissement de la sécurité, d'amélioration des conditions de vie des communautés et de renforcement des acteurs et des processus de gouvernance locale. Une mesure importante à cet égard consiste à **renforcer les connaissances et les capacités des autorités locales (par exemple, en ce qui concerne les pratiques de protection de l'environnement) et à soutenir la coopération intercommunale**, y compris de façon transfrontalière, afin d'empêcher la création de "zones refuges" pour les groupes violents.

L'identification et la collaboration avec des partenaires locaux posent des problèmes, par exemple au Burkina Faso, où les autorités locales ne sont plus des représentants élus - même si cela ne crée pas nécessairement des obstacles et, dans certains cas, facilite le travail des acteurs locaux de la société civile. Cela souligne la nécessité d'adopter **des approches au cas par cas pour aider les acteurs locaux à mener des processus de développement et de stabilisation endogènes**, par le biais d'une approche territoriale (avec un leadership légitime et responsable et des niveaux appropriés d'autonomie et de ressources). Les réponses doivent également **accepter de s'accompagner d'un certain niveau de risque et d'expérimenter avec différentes approches afin d'identifier les bonnes pratiques et travailler de manière intégrée** dans différents secteurs.

3. Accroître le soutien aux acteurs sahéniens, y compris au niveau local, pour l'accès aux ressources financières, y compris le financement de l'adaptation au changement climatique.

Les communautés touchées par les conflits sont parmi les plus vulnérables au changement climatique. Elles vivent généralement dans des zones climatiques sensibles, où les conflits ont également endommagé les services publics et les mécanismes de gouvernance déjà dysfonctionnels qui sont pourtant essentiels pour gérer les chocs climatiques et ralentir les effets du changement climatique. Les pays du Sahel ne reçoivent qu'une fraction du financement international pour le climat et, en raison des conflits et de la faiblesse des institutions décentralisées, **les communautés locales ont encore moins accès au financement de l'adaptation au changement climatique.** Il s'agit d'un double défi : d'une part, les fonds climatiques mondiaux considèrent que les situations de conflit sont trop "risquées" pour recevoir des financements climatiques et, d'autre part, les acteurs locaux n'ont pas les ressources et les capacités nécessaires pour absorber ces financements.

Les participants ont mentionné des expériences prometteuses telles que le [Local Climate Adaptive Living Facility](#) de l'UNCDF (*UN Capital Development Fund*), qui aide les gouvernements locaux à accéder directement (sans intermédiaire) au financement international de l'adaptation et à élaborer des plans d'adaptation dirigés au niveau local. Ces efforts devraient être renforcés au Sahel afin **d'améliorer l'accès direct aux ressources financières pour les communautés, notamment avec un soutien systématique aux capacités institutionnelles** des autorités et organisations locales afin d'accroître l'appropriation et la durabilité des efforts.

4. Assurer la continuité du soutien européen en s'engageant de manière pragmatique avec les acteurs aux niveaux régional, national et local et promouvoir une approche plus unifiée de l'UE à l'égard de la coopération avec le Sahel.

Les représentants de l'UE qui ont participé à l'événement ont reconnu que les récents coups d'État militaires au Sahel posent de réels défis à la coopération de l'UE avec la région. Néanmoins, l'UE entend rester un partenaire clé pour le développement et le soutien humanitaire au Sahel, y compris en s'efforçant d'aborder les questions environnementales et climatiques conformément à [la communication conjointe de l'UE de 2023](#) sur les liens entre climat et sécurité. **L'UE réévalue son approche envers le Sahel et considère le soutien des acteurs locaux comme un moyen d'aller de l'avant.**

Alors que les acteurs européens réévaluent leur coopération avec le Sahel, ils doivent réfléchir ensemble aux moteurs de cette crise régionale, y compris à leurs propres interventions, et s'efforcer autant que possible d'adopter une approche unifiée dans leur coopération avec les pays du Sahel. Il y a un **rejet important des partenariats traditionnels (notamment celui avec la France)** de la part

des gouvernements militaires et d'une partie importante de la population du Burkina Faso, du Niger et du Mali.

Compte tenu de cette réalité, lorsqu'il s'agit de dialoguer avec les gouvernements du Sahel, les acteurs européens devraient s'efforcer de **montrer leur valeur ajoutée et de mieux communiquer sur leur soutien à long terme au développement et à la sécurité de la région**. Dans un contexte où les gouvernements sahéliens forment des partenariats avec des partenaires "non traditionnels" (par exemple, la Russie et la Chine), cette approche serait plus productive qu'une condamnation systématique de ces partenariats. Une telle approche devrait **communiquer prudemment mais clairement sur l'échec des interventions passées et sur le changement de paradigme dans lequel les acteurs européens cherchent à opérer**.

Pour rester un partenaire de développement important dans la région, l'UE doit **aborder les partenariats avec les acteurs sahéliens de manière plus pragmatique**. Cela implique de réorganiser son soutien aux différents acteurs à différents niveaux.¹ Dans certains cas, des contacts avec les autorités locales nommées par le gouvernement national ([comme c'est le cas au Burkina Faso](#)) seront nécessaires. Si l'UE veut soutenir les communautés dans les zones contrôlées par les djihadistes, elle devra avoir un dialogue avec les dirigeants locaux qui sont en contact avec les groupes djihadistes, au moins dans une certaine mesure. Les participants ont clairement indiqué que la collaboration avec les chefs traditionnels et coutumiers offre des possibilités importantes de prévention et de résolution des conflits, en particulier dans les zones rurales où l'État n'est pas présent, comme l'illustre l'expérience de l'émir du Liptako. Une telle entreprise créera des tensions politiques mais ne peut être évitée si la coopération européenne avec le Sahel doit être améliorée de manière significative.

Contacts

Pour toute remarque ou demande de suivi, n'hésitez pas à contacter les co-organisateur(rices) de l'événement, l'European Institute of Peace (albert.martinez@eip.org), Trust Works Global (oli@trustworksglobal.com), et l'ECDPM (msa@ecdpm.org).

¹ Au niveau régional, il s'agit également d'une nécessité étant donné les récents développements tels que le [retrait](#) du Burkina Faso et du Niger du G5 Sahel, qui a entraîné les projets du Tchad et de la Mauritanie de [dissoudre](#) l'alliance, en plus des questions plus anciennes concernant l'appropriation du G5 Sahel au sein de la région. Il conviendrait d'envisager un [soutien](#) accru à des organismes régionaux plus petits tels que l'Autorité du Liptako Gourma, qui souffre moins de tensions politiques, dispose de contacts locaux dans la région touchée par le conflit et a l'expérience du soutien à l'agriculture et au pastoralisme.